Communiqué de presse du groupement citoyen pour un PSEM durable

25 mars 2025

**Unis pour des gravières durables**

**Quatre groupements citoyens de la Sarine et de la Gruyère unissent leurs forces pour être entendus dans les discussions autour du projet de plan sectoriel d’exploitation des matériaux (PSEM). Ils sont convaincus qu’il faut repartir à zéro.**

Le Conseil d’Etat de Fribourg veut réviser le plan sectoriel d’exploitation des matériaux (PSEM). Lors de la consultation, qui a duré du 12 juin au 13 septembre 2024, 961 prises de positions ont été déposées, dont 954 exprimant une opposition au projet de la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l’environnement (DIME).

Au total, 1153 citoyennes et citoyens se sont prononcés, certaines prises de position regroupant plusieurs signatures. Aujourd’hui, quatre groupements de citoyens de la Sarine et de la Gruyère se réunissent. Ce groupement citoyen pour un PSEM durable réunit le collectif pour un PSEM véritablement durable, l’association Assquavie, la Société d’intérêt villageois de Lessoc et le collectif des habitants de Enney. Forts du constat que le projet de PSEM mis en consultation a généré une très forte opposition, ils s’allient pour faire entendre une voix raisonnable.

Ces citoyennes et citoyens ne s’opposent pas aux gravières, mais à un projet de PSEM qui soulève plus de questions qu’il n’apporte de réponses. Le groupement observe que les autres principaux milieux concernés, exploitants de gravière, communes, sociétés de distribution de l’eau potable et Office fédéral du développement territoriale (ARE) relèvent les mêmes critiques. Loin de s’annuler, les différentes oppositions se complètent et se renforcent sur les points essentiels, en particulier :

* La base scientifique qui a servi à identifier les sites potentiels de gravières est obsolète. Les exploitants regrettent comme nous que la DIME n’a pas tenu compte des données disponibles de manière systématique.
* Le choix et la pondération des nombreux critères d'évaluation des sites retenus sont aussi très aléatoires et ne permettent pas d'aboutir à des solutions pragmatiques. Les communes, l’Association fribourgeoise de l’Industrie des graviers et du béton et ses membres, ainsi que l’ARE partagent la même vision. Cela concerne notamment les questions de protection des habitants, de l’eau, de l’air, des surfaces agricoles, des forêts, et du climat, pour ne citer que les plus grands manquements du projet de PSEM.

Les nombreuses erreurs et incohérences qui entachent le dossier mis en consultation empêchent en soi le dialogue et d’avancer. Le groupement citoyen pour un PSEM durable demande de reprendre le projet au début et une plus grande transparence de la DIME et du Conseil d’Etat dans le respect des habitantes et habitants. Il est ouvert au dialogue avec le canton et les exploitants et invite toutes personnes de bonne volonté à y participer.

**Plus d’informations:** [Assquavie](https://assquavie.ch/?page_id=14)